

# LES FLUX FINANCIERS :

L'EMPRISE DES MULTINATIONALES SUR LE FINANCEMENT PUBLIC QUI ALIMENTE LA CRISE CLIMATIQUE DANS LE SUD GLOBAL

FUND OUR FUTURE

act:onaid

SEPTEMBRE 2024

## RÉSUMÉ

A travers le monde, l'argent circule dans la mauvaise direction. La crise climatique est en fait une question de moyens financiers : trop d'argent alimente le changement climatique, et pas assez d'argent va aux solutions climatiques. Simultanément, les flux financiers qui alimentent les projets extractifs enferment les économies encore plus profondément dans des spirales destructrices du climat et qui creusent les inégalités.

Une nouvelle étude inédite de l'ONG « ActionAid » analyse l'utilisation des fonds publics dans les pays du Sud et constate que **les mêmes industries qui alimentent la crise climatique drainent également les fonds publics des gouvernements des pays du Sud.**

La nouvelle analyse des données mondiales menée par ActionAid se penche sur les modèles de financement public et constate que :

- La mainmise des entreprises sur les finances publiques signifie que, chaque année, les **secteurs des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle, destructeurs du climat, reçoivent 677 milliards de dollars US de subventions dans les pays du Sud.** Un tel montant permettrait de financer **plus de 3,5 fois l'éducation primaire de tous les enfants d'Afrique subsaharienne.**
- **Le secteur de l'agriculture industrielle dans les pays du Sud a reçu en moyenne 238 milliards de dollars US de subventions publiques chaque année,** entre 2016 (date de la signature de l'Accord de Paris) et 2021 (année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles). En 2021, ce chiffre s'élevait à 276,4 milliards de dollars US.
- Encore plus choquant, **le secteur des combustibles fossiles a reçu en moyenne 438,6 milliards de dollars US par an de subventions financées par les pouvoirs publics** des pays du Sud entre 2016 et 2023. Les subventions aux combustibles fossiles n'ont cessé d'augmenter au cours de cette période, pour atteindre 495,3 milliards de dollars US en 2023.
- Le financement climatique **accordé par les pays du Nord Global aux pays touchés par le changement climatique reste largement insuffisant pour soutenir l'action climatique et les transitions nécessaires.** **Ce financement climatique, lorsqu'il est accordé sous forme de don, ne représente qu'un vingtième du montant de finance publique que les pays du Sud Global dépensent en faveur des secteurs des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle.**

- L'absence de financement réel des solutions climatiques dans les pays du Sud signifie que les énergies renouvelables y reçoivent 40 fois moins de financement public que le secteur des combustibles fossiles.
- **Les investissements publics dans les énergies renouvelables dans les pays du Sud ne représentent en moyenne que 10,3 milliards de dollars US par an.** Plus inquiétant encore, les investissements dans les énergies renouvelables dans les pays du Sud sont en baisse, **passant de 15 milliards de dollars US en 2016 à 7 milliards de dollars US en 2021**, probablement en raison du nombre croissant de pays confrontés à des problèmes d'endettement.
- **Les gouvernements des pays du Nord continuent d'alimenter la crise climatique de manière disproportionnée.** Bien que les pays du Nord ne représentent qu'un quart de la population mondiale, leurs subventions annuelles moyennes aux combustibles fossiles s'élèvent à 239,7 milliards de dollars US.

Ces chiffres illustrent une tendance très inquiétante concernant l'état des flux financiers de la planète et la façon dont la mainmise des entreprises sur les finances publiques sape activement les intérêts des pays vulnérables au climat, ainsi que les engagements mondiaux en matière de lutte contre le changement climatique.

Il est urgent que tous les gouvernements accélèrent la transition vers des solutions climatiques vertes, résilientes, démocratiques et dirigées par leurs populations tant pour l'alimentation que pour l'énergie, comme les énergies renouvelables ou l'agroécologie. Pour les pays du Sud qui subissent déjà les conséquences dévastatrices du changement climatique, la nécessité d'une transition globale est d'autant plus urgente.

Mais **les secteurs des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle influencent d'une poignée de fer les politiques ainsi que les budgets énergétiques et agricoles des pays du Sud, qui subissent pourtant les pires impacts climatiques causés par ces mêmes industries.** Cette mainmise des entreprises sur les finances publiques enferme les pays du Sud dans des orientations de développement néfastes, qui engendrent l'accaparement des terres, polluent les communautés, sapent la souveraineté alimentaire, menacent les droits humains, dévastent les écosystèmes et aggravent l'injustice du changement climatique.

Si l'utilisation de subventions publiques pour renforcer l'accès des communautés à l'alimentation et à l'énergie peut souvent être motivée par l'intérêt public, le financement public inconditionnel des combustibles fossiles et de l'agrobusiness industriel, destructeurs pour le climat, est une stratégie court-termiste et va à l'encontre de l'objectif recherché. Ces subventions devraient plutôt soutenir des solutions climatiques axées sur l'humain pour l'alimentation et l'énergie.

D'ores et déjà ainsi qu'à moyen terme, l'accumulation des gaz à effet de serre qui réchauffent la planète, la destruction écologique et l'accaparement des terres causés par ces industries menacent la stabilité du climat, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, l'accès à l'eau et les droits des personnes - en particulier de celles qui sont déjà marginalisées et vivent dans la pauvreté - et poussent inexorablement notre planète au bord de la catastrophe et menacent sa survie.

Il n'est donc pas dans l'intérêt des personnes ou des nations d'utiliser des fonds publics déjà limités pour alimenter encore la dépendance à des industries qui leur causent le plus de tort.

Les secteurs des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle sont extractifs dans tous les sens du terme. Non seulement ils extraient les combustibles fossiles du sol et exploitent la fertilité des sols à travers des monocultures et à grands renforts de produits chimiques nocifs, mais ils parviennent également à extraire des subventions publiques massives dans les pays du Sud. Les grandes entreprises impliquées enfonce les pays dans la crise climatique et la pauvreté, tout en payant peu ou pas d'impôts grâce à des règles financières mondiales taillées sur mesure et aux paradis fiscaux avec le soutien actif et la complicité des gouvernements du Nord.

Entre-temps, les pays riches du Nord, qui sont historiquement les principaux responsables du changement climatique, non seulement ne prennent pas les mesures urgentes qui sont indispensables pour réduire leurs émissions de manière adéquate, mais ne tiennent pas non plus leurs promesses en matière de financement de la lutte contre le changement climatique à l'égard des pays qui subissent de plein fouet les effets de ce changement.



Des agricultrices à Buzi, au Mozambique, au milieu de leur champ inondé.  
CRÉDIT: Daniel Jukes/ActionAid



La crise de la dette – encore exacerbée par l’escalade des coûts de la lutte contre les effets destructeurs du changement climatique - enferme également de nombreux pays du Sud dans une dépendance aux combustibles fossiles et à l’agriculture industrielle. L’obligation qui leur est faite d’exporter leurs matières premières en échange de dollars US afin de rembourser leurs dettes vis-à-vis du Fonds monétaire international (FMI), des gouvernements et des banques du Nord permet aux secteurs des combustibles fossiles et de l’agriculture industrielle de resserrer encore leur emprise sur les systèmes économiques de ces pays. Cette mainmise empêche les pays vulnérables au climat de faire des choix rationnels qui pourraient répondre à la crise climatique et aux besoins alimentaires et énergétiques de leur population.

Les flux financiers mondiaux alimentent donc le changement climatique et abandonnent les communautés. Ils empêchent les pays vulnérables au climat d’opérer des transitions équitables et justes vers des solutions climatiques démocratiques qui répondent aux besoins des populations. Ils laissent les communautés, les femmes et les personnes marginalisées à la merci des effets de la crise climatique.

Un examen plus approfondi de plusieurs pays révèle également que :

- Le secteur de l’agriculture industrielle en Zambie a absorbé 80 % du budget national de l’agriculture du pays cette année, principalement sous forme de subventions pour les engrais synthétiques nuisibles au climat ainsi que pour les semences commerciales. Pendant ce temps, seuls 6 % des fonds du programme de développement agricole et de productivité fournis par le ministère de l’agriculture ont été consacrés à aider les agriculteurs à adopter des pratiques agroécologiques qui renforcent naturellement la fertilité des sols et réduisent la dépendance à l’égard des intrants agrochimiques.
- Le Zimbabwe, voisin de la Zambie, s’est publiquement engagé en faveur de l’agroécologie. Cette évolution commence à se faire sentir, puisqu’on estime que 34% du budget agricole du pays seront consacrés cette année à aider les agriculteurs à adopter des pratiques leur permettant d’abandonner les produits agrochimiques qui détruisent le climat. Malgré cela, le Zimbabwe consacre encore environ 50 % de son budget agricole national à la subvention d’intrants agro-industriels tels que les engrais et les semences hybrides, ce qui montre que l’industrie continue d’assurer sa mainmise sur le secteur et les budget nationaux alors qu’il serait possible de libérer encore davantage de fonds publics pour le bien de la population.
- L’ambition du Kenya d’être un leader mondial dans le domaine des énergies renouvelables est confirmée par le fait que les investissements nationaux par habitant dans les énergies renouvelables dépassent d’ores et déjà les subventions publiques accordées aux combustibles fossiles. Cependant, les récentes manifestations au Kenya contre la réduction des subventions aux combustibles fossiles par le gouvernement met en évidence l’importance de tenir compte également des principes féministes de la transition juste. Les changements dans le financement public doivent être soigneusement échelonnés afin de protéger les droits des personnes - en particulier des femmes - vivant dans la pauvreté. Toute réduction des subventions aux combustibles fossiles doit d’abord viser les entreprises riches. Ce n’est qu’une fois que des alternatives

accessibles et démocratiques et des protections sociales complètes sont disponibles pour les personnes à faibles revenus que les politiques progressistes doivent être réorientées.

- La Gambie, le Brésil et le Sénégal ont réalisé des investissements publics dans les énergies renouvelables à une échelle presque comparable, par habitant, à celle des subventions publiques pour les combustibles fossiles. En Gambie, l'investissement public dans les énergies renouvelables représente plus de 4/5e du financement public accordé aux combustibles fossiles ; au Brésil et au Sénégal, l'investissement dans les énergies renouvelables représente près de 2/3 des subventions accordées aux combustibles fossiles.
- Toutefois, la nécessité urgente de tenir compte des principes féministes de transition juste lors du passage aux énergies renouvelables est également mise en évidence au Brésil, où les agriculteurs ne sont pas protégés contre les accaparements de terres causés par l'expansion des parcs éoliens et solaires.
- Parallèlement, dans les pays producteurs de combustibles fossiles tels que l'Afrique du Sud, le Bangladesh et le Nigeria, il a été constaté que les pouvoirs publics subventionnaient largement le secteur des combustibles fossiles. Dans ces pays, les subventions par habitant pour les combustibles fossiles sont respectivement 22, 30 et 33 fois supérieures au niveau d'investissement public annuel dans les énergies renouvelables.

Les gouvernements du pays Sud global sont piégés dans une relation d'exploitation et en fin de compte autodestructrice avec les secteurs des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle. En conséquence, au lieu d'être utilisés pour faire face à la crise climatique, leurs financements publics sont mal dépensés et nuisent à leurs communautés.

Il est temps de changer cette situation et de réorienter les flux financiers qui nous font tous défaut.

## RECOMMANDATIONS

- 1 Les finances publiques :** Tous les pays du Sud et du Nord doivent accélérer leur abandon des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle qui détruisent le climat, au profit de solutions climatiques dirigées par les populations, qui protègent leurs droits, rendent des comptes et garantissent la participation du public aux processus de prise de décision. Outre la réglementation des entreprises, il est urgent de réorienter les politiques énergétiques et agricoles axées sur le climat et les approches vers une transition juste ainsi que la mise à disposition de financements publics en vue de s'éloigner des facteurs qui causent le changement climatique et aller vers les véritables solutions. Les domaines prioritaires de financement public doivent inclure une extension des systèmes d'énergie renouvelable décentralisés afin de fournir un accès à l'énergie mais aussi la mise en place de services de vulgarisation sensibles au genre qui offrent une formation à l'agroécologie et un soutien à la commercialisation.
- 2 Financement climatique :** Les pays riches doivent fournir chaque année des milliers de milliards de dollars US de financement climatique sous forme de subventions aux pays du Sud global, qui sont en première ligne de la crise climatique, notamment en acceptant, lors de la COP29, un nouvel objectif ambitieux en matière de financement climatique qui est adéquat avec l'ampleur du défi à relever.
- 3 Financement privé :** Les plans de transition climatique conformes à l'objectif de non dépassement du seuil des 1,5°C doivent être obligatoires pour les banques, ce qui mettrait fin au financement des projets de combustibles fossiles et à l'expansion néfaste de l'agriculture industrielle. Les gouvernements doivent réglementer le secteur bancaire et financier afin de mettre fin aux financements destructeurs, par le biais de réglementations qui fixent des normes minimales en matière de droits humains et de cadres sociaux et environnementaux.
- 4 Transformation du système financier :** Les pays riches et les institutions financières internationales doivent mettre en œuvre des plans d'annulation sans condition de la dette pour les pays qui sont en première ligne de la crise climatique et qui en ont besoin, mais également soutenir de nouvelles règles fiscales mondiales audacieuses et équitables en convenant d'une robuste convention-cadre des Nations unies sur la fiscalité.



**SEPTEMBRE 2024**

**AUTEURS :** TERESA ANDERSON AND PAULA CASTRO

**ANALYSTES DE DONNÉES :** WARD WARMERDAM / PROFUNDO

**DESIGNER :** WWW.NICKPURSERDESIGN.COM

**WITH THANKS TO :** MD. ABDUL KALAM AZAD, SWALEH KITASI, AGNES SCHIM VAN DER LOEFF, DAVID ARCHER, JULIE MIDDLETON, FABIANA FERREIRA ALVES, STEPHEN GREENBERG, DOUG HERZLER, KEVIN MAENZANISE, JESS MIDWINTER, JULIAH KIBOCHI, ANA ALCALDE, TANZIA ANJUM, CYNTHIA WECHABE & SFISO DLADLA

International Registration number: 27264198

Website: [www.actionaid.org](http://www.actionaid.org)  
Telephone: +27 11 731 4500  
Fax: +27 11 880 8082  
Email: [mailjhb@actionaid.org](mailto:mailjhb@actionaid.org)

ActionAid International Secretariat,  
Postnet Suite 248, Private Bag X31, Saxonwold 2132,  
Johannesburg, South Africa.